

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

**ACCORD DU 3 DÉCEMBRE 2012**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2013**  
**(FRANCHE-COMTÉ)**  
NOR : ASET1350170M  
IDCC : 1702

Entre :

La FTP Franche-Comté,

D'une part, et

L'URCB CFDT ;

La FNSCBA CGT ;

L'UR FO BTP Franche-Comté ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC Franche-Comté,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour 2013, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

*(En euros.)*

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE minimum annuel (base 35 heures)
I	1	100	18 370
	2	110	18 880
II	1	125	19 700
	2	140	21 850
III	1	150	23 400
	2	165	25 300
IV		180	27 350

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

### **Article 2**

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

### **Article 3**

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Besançon.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

### **Article 5**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Besançon, le 3 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)